

DDPP29
Service environnement
Pôle IAA
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UCLAB INDUSTRIE

ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU
29800 Pencran

Code AIOT : 0005500976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement UCLAB INDUSTRIE implanté ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU 29800 Pencran. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCLAB INDUSTRIE
- ZONE INDUSTRIELLE DE LANRINOU 29800 Pencran
- Code AIOT : 0005500976
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Uclab Industrie (groupe Laïta) exploite une installation de traitement et de transformation du lait pour la fabrication de beurre, rétentats, lactosérum déminéralisé concentré et poudres de produits laitiers. Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2013, complété par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015.

Contexte de l'inspection :

- Suite de l'incident du 22/04/2024 et prévention du risque d'accident par déversement au niveau des stockages en vrac et des aires de dépotages des produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 17/05/2013, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques accidentels	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-32	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Révision étude de dangers-Prévention du risque de mélanges incompatibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Règles de gestion des aires de déchargement s, réservoirs, rétentions...	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 7.5.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que plusieurs point de contrôle sont susceptibles de suite à l'issue de cette visite. Il convient à l'exploitant de transmettre, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux point abordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2013, article 1.2																														
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations																														
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées																														
Constats : Classement ICPE de l'installation: <table border="1"><thead><tr><th>Rubrique de la nomenclature</th><th>Volumes autorisés</th><th>Régime</th></tr></thead><tbody><tr><td>3642-1</td><td>700 t/jour</td><td>A</td></tr><tr><td>3642-2-a</td><td>300 t/jour</td><td>A</td></tr><tr><td>4735-1-a</td><td>2,5 t</td><td>A</td></tr><tr><td>2921-a</td><td>14 196 kW</td><td>E</td></tr><tr><td>1510-2-c</td><td>30 000 m³</td><td>DC</td></tr><tr><td>2160-2-b</td><td>5 395 m³</td><td>DC</td></tr><tr><td>2910-A-2</td><td>19,2 MW</td><td>DC</td></tr><tr><td>2925</td><td>57,5 kW</td><td>D</td></tr><tr><td>4130</td><td>34,25 t</td><td>A</td></tr></tbody></table>	Rubrique de la nomenclature	Volumes autorisés	Régime	3642-1	700 t/jour	A	3642-2-a	300 t/jour	A	4735-1-a	2,5 t	A	2921-a	14 196 kW	E	1510-2-c	30 000 m ³	DC	2160-2-b	5 395 m ³	DC	2910-A-2	19,2 MW	DC	2925	57,5 kW	D	4130	34,25 t	A
Rubrique de la nomenclature	Volumes autorisés	Régime																												
3642-1	700 t/jour	A																												
3642-2-a	300 t/jour	A																												
4735-1-a	2,5 t	A																												
2921-a	14 196 kW	E																												
1510-2-c	30 000 m ³	DC																												
2160-2-b	5 395 m ³	DC																												
2910-A-2	19,2 MW	DC																												
2925	57,5 kW	D																												
4130	34,25 t	A																												
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant vérifie et confirme à l'Inspection l'exactitude des éléments relatifs au classement ICPE de l'installation.																														
Type de suites proposées : Avec suites																														
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant																														
Proposition de délais : 2 mois																														

N° 2 : Prévention des risques accidentels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents / incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 22 avril 2024, dans l'après-midi, l'exploitant informe l'Inspection d'un incident survenue le matin même dans son atelier ingrédients laitiers.

L'exploitant transmet, à la demande de l'inspection, le 25 avril 2024 la fiche de notification d'accident / incident du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels dûment complété. Cette transmission a fait l'objet d'une demande de complément le 03/ mai 2024 auquel l'exploitant a répondu le 06 mai 2024.

Cet incident se caractérise par la présence d'une ambiance chimique de type chlorée dans l'atelier ingrédients laitiers le 22 avril 2024 à 10h45.

Le dégagement a eu lieu lors de la vidange d'un bac de lancement contenant 20 litres d'acide nitrique à 58 % qui ont été dilués dans 900 litres d'eau. Par la suite, 80 litres d'ULTRASIL 20 (mélange contenant de l'hypochlorite de sodium (7681-52-9), de l'hydroxyde de sodium (131073-2) et de l'hydroxyde de potassium (1310-58-3)) ont été ajoutés.

10 personnes présentes dans l'atelier ont été incommodées par des émanations chimiques (irritation voies respiratoires). L'alerte a été réalisée par le déclenchement manuel de l'évacuation des locaux. Suite à la levée de doute, l'appel aux pompiers a été réalisé. Après la prise en charge des salariés et l'aération des locaux, les pompiers ont autorisés le retour des salariés dans le bâtiment.

Le temps de l'intervention globale est de 1h30.

L'exploitant indique que l'incident n'a eu aucun impact environnemental.

L'exploitant a transmis à l'Inspection une analyse des causes de l'incident ainsi que les mesures correctives mises en œuvre. Ces mesures incluent l'installation d'un capteur de conductivité sur le bac de lancement 400, la définition de bonnes pratiques pour la réinitialisation des cycles de lavage, la définition de bonnes pratiques en cas de réinitialisation d'un cycle de lavage, la mise à disposition d'un détecteur et d'un masque Chlore ainsi que le rappel des risques de mélange de produits chimiques (Acide - base) propre à l'atelier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant inclut le retour d'expérience sur cet incident dans son étude de danger sur les mélanges incompatibles, actuellement en cours de rédaction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la

disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant doit communiquer à l'inspection son état des matières stockées à jour à la date de l'inspection ; et doit expliquer comment il est organisé pour mettre les documents (état des matières stockées, plans de localisation des stockages...) en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L515-32
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.
Constats : Bien que non Seveso, l'exploitant est invité à faire une déclaration Seveso3 en utilisant le module de calcul accessible sur le site Internet : https://seveso3.din.developpement-durable.gouv.fr/ L'exploitant doit recenser les quantités maximales de substances, déchets ou mélanges dangereux, présentant des mentions de dangers H qui entraînent des rubriques ICPE 4xxx, susceptibles d'être présents dans l'établissement ; y compris les produits non classés ICPE (cad quand la qté max détenue < au seuil de la déclaration), mais qui concourent néanmoins aux règles de cumuls Seveso.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Du fait de la fermeture de l'outil de télédéclaration, l'exploitant transmet la déclaration SEVESO3 au préfet (DDPP) par courrier ou courriel en joignant les fichiers de calcul
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Révision étude de dangers-Prévention du risque de mélanges incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Révision étude de dangers-Prévention du risque de mélanges incompatibles
Prescription contrôlée : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers.

La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

Constats :

Point de contrôle Révision étude de dangers-Prévention du risque de mélanges incompatibles.

L'inspection constate que l'EDD ne traite pas actuellement de la problématique des mélanges incompatibles alors qu'il existe sur le site des installations de dépotage vrac de produits chimiques alimentés à partir de citernes routières :

- aire de déchargement au niveau de la STEP, séparée de l'usine par la RD764, avec les réservoirs associés suivants :

* chlorure ferrique (FeCl_3) : 2 cuves de 30m³

* soude 50% (NaOH) : 2 cuves de 30m³- aire de déchargement au niveau de l'usine (quai produits chimiques) avec les réservoirs associés suivants : * acide chlorhydrique 33% (HCl) : 1 cuve de 50m³

* acide nitrique 57% (HNO_3) : 1 cuve de 25m³

* Soude 50% (NaOH) : 1 cuve de 50m³

L'étude de dangers doit être complétée afin notamment :

- d'étudier le risque de fuite sur un réservoir vrac (par exemple : Aria-59937_Fuite d'acide chlorhydrique en amont de la pompe de soutirage dans une fromagerie) ou un risque de fuite sur la citerne routière (par exemple : Aria-61585_Fuite d'acide chlorhydrique sur citerne routière dans une laiterie)

- d'expliquer comment l'exploitant est organisé pour éviter un dépotage accidentel : si le produit dans la citerne routière est différent du produit attendu (par exemple Aria-55710_Erreur d'usine_Explosion suite dépotage accidentel de thiosulfate d'ammonium dans acide nitrique) ; ou si la citerne routière est dirigée par erreur vers une cuve à remplir contenant un produit incompatible (par exemple : Aria-60357_Dépotage accidentel de 5t d'acide nitrique dans 4t de soude).

- d'examiner tous les couples de produits incompatibles parmi les 4 produits livrés par dépotage sur le site : HCl , HNO_3 , FeCl_3 , NaOH : par exemple le dépotage accidentel de la citerne routière contenant du HCl dans une cuve remplie de HNO_3 ; mais l'inverse doit être systématiquement étudié (par exemple HNO_3 dans HCl) afin de mettre en évidence la cinétique (lente ou rapide) de chaque mélange ; il faut également étudier les plus grands volumes de produits avec les proportions nécessaires pour que les 2 produits incompatibles se combinent de manière optimale ; et en prenant en compte la défaillance des différentes mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant ; tous les scénarios doivent être cotés en gravité et en probabilité (cf AM Probabilité Cinétique Intensité Gravité du 29/09/2005) ; tous les scénarios majorants doivent être modélisés (en tenant de la topographie des lieux) ; modélisation en 2D pour voir la forme du nuage toxique et report des zones d'effets (irréversibles, létaux...) sur une carte de type IGN pour visualiser les enjeux impactés ; Ensuite, l'exploitant saisira l'inspection sur la marche à suivre en vue d'exclure les scénarios majorants au titre de l'urbanisation.

En réponse, l'exploitant signale qu'il a déjà mandaté un bureau d'études pour compléter l'EDD.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétentions...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétentions...
Prescription contrôlée : I. Capacité des rétentions... II. Règles de gestion des rétentions et stockages associés... III. Dispositions spécifiques aux réservoirs... IV. Dispositions spécifiques aux rétentions déportées... V. Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses... VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation... VII. Stockage des déchets...
Constats : L'établissement dispose de deux sites de stockage de produits chimiques en vrac. Sur la zone 1, au niveau de la STEP, il y a deux cuves de 30 m3 de chlorure ferrique et deux cuves de 30 m3 de soude à 50%. Sur la zone 2, il y a une cuve de 50 m3 de soude à 50%, une cuve de 25 m3 d'acide nitrique à 57% et une cuve de 50 m3 d'acide chlorhydrique à 33%. L'inspection constate que certaines cuves ne sont pas ancrées au sol. Sur la zone 1, l'inspection constate que les cuves sont implantées au sein d'un dispositif de rétention, susceptible de recevoir des eaux pluviales (absence de couverture).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit apporter la preuve que ses installations (aires de déchargement, réservoirs, tuyauteries...) sont conformes aux prescriptions de l'article 25 de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010 modifié ; en particulier : <ul style="list-style-type: none">- l'ancrage au sol de la totalité des cuves- la gestion de l'évacuation des eaux de pluie susceptible d'être retenues dans les rétentions à l'air libre (absence de couverture en zone 1)- pour les réservoirs double-enveloppe : la rétention en double enveloppe est-elle conçue et entretenue pour résister à la pression statique et à l'action physico-chimique du liquide pouvant être recueilli ? la double enveloppe est-elle équipée d'un dispositif de détection en cas de fuite sur la paroi interne et/ou externe ?- quelles dispositions sont prises pour recueillir le liquide dangereux débordant en cas de sur-remplissage ?- des dispositifs de protection sont-ils prévus contre les potentielles agressions physiques ?- les réservoirs sont-ils équipés d'un dispositif permettant de stopper une éventuelle fuite sur le circuit de soutirage en amont immédiat de la pompe (cf. REX Aria-59937_Fuite d'acide chlorhydrique en amont de la pompe de soutirage dans une fromagerie) ?- comment est assurée l'immobilisation de la citerne routière, pendant le déchargement sur l'aire de déchargement "quais produits chimiques de l'usine" qui présente une pente prononcée ?
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2013, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Transport - chargements - déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport de produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des futs, etc...)
Constats : L'établissement dispose de deux aires de dépotage : zone 1 au niveau de la STEP et zone 2 nommé quai de chargement produit chimique. La zone 2 est couverte et protégée de la pluie. En cas de fuite accidentelle de produits chimiques sur une des 2 aires de déchargements (STEP et quais produits chimiques usine), l'exploitant explique que les effluents chimiques seront collectés dans le réseau d'eaux pluviales (zone 1) et dans un réseau dédié (zone 2) et dirigés vers le bassin tampon situé en amont de la STEP. Ainsi le bassin tampon fera office de rétention. L'exploitant indique que le bassin tampon a une capacité de 2 000 m ³ et les paramètres de pilotage de la STEP permettent un volume disponible de 1 100 m ³ Le bassin tampon reçoit les eaux usées industrielles avant transfert vers la STEP ainsi que les eaux pluviales collectées sur les parties imperméabilisées de la STEP (les eaux pluviales collectées sur la partie usine font l'objet d'un traitement distinct). Ainsi, les eaux pluviales collectées sur la STEP ne sont pas dirigées vers le bassin de rétention EP qui reçoit uniquement celles collectées sur le site de l'usine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie la conformité des deux aires de dépotage vis-à-vis des dispositions de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral du 17/05/2013, en répondant notamment aux questions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- comment l'exploitant est-il organisé pour gérer une fuite accidentelle majeure de produits chimiques (HCl ou HNO₃ ou FeCl₃ ou NaOH) sur une des 2 aires de déchargements (par exemple vidange intégrale d'une citerne routière sur l'aire de déchargement sachant que le REX de l'accident Aria-61585 concernant une fuite d'acide chlorhydrique sur citerne routière dans une laiterie permet de comprendre que ce genre d'accident est difficile à gérer notamment à cause de la présence de vapeurs acides... d'où l'intérêt de confiner au plus près de la fuite)- le réseau de collecte des eaux pluviales entre l'aire de déchargement et le bassin tampon de la STEP est-il exclusivement gravitaire (c'est-à-dire sans recours à une éventuelle utilité électrique, notamment pompe de relevage) ?- ce réseau de collecte résistera-t-il aux actions physico-chimiques des effluents transportés ?- comment sera gérée la STEP pour éviter toute pollution accidentelle dans le milieu naturel ?- des exercices sont-ils organisés régulièrement ? Dans l'attente d'une réponse de l'exploitant, l'inspection considère que les 2 aires de déchargement (STEP et quais produits chimiques de l'usine) ne sont pas reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois